

Dans la France de Macron, la jeune racaille fait la loi à l'école



■ Si un accueil sera proposé mardi aux familles qui n'ont pas de moyen de garde, il n'y aura pas cours. / Photo Kevin Triet

Il s'en passe de belles dans la région « rebaptisée » **Auvergne-Rhône-Alpes** par pur et stupide caprice des bobos-socialos sous l'ère Hollande, et plus exactement à **Saint Victor-sur-Rhins** (Loire), petit village paisible avant que deux possibles « graines de racailles » ne viennent régulièrement perturber la vie de l'école par un comportement inadéquat... qui n'aurait pas fait long feu de mon temps, où **le respect** envers les adultes en général, et les enseignants en particulier, était le maître mot.

Mais ça « c'était avant » ; du temps où lorsqu'on avait failli à ce sacro-saint respect, non seulement on écopait d'un nombre

conséquent de lignes, style « *je ne dois pas manquer de respect envers mon instituteur (ou tutrice)* », à faire chez soi ou pendant des heures de colle, mais de plus en rentrant à la maison on recevait une sacrée rouste des parents, à l'époque responsables, histoire de nous ôter l'envie de recommencer.

Pourtant de nos jours, à l'heure où des foldingues ont la prétention de faire interdire une simple fessée de la part de parent normaux (***ce qui n'empêchera nullement les vrais bourreaux d'enfants de cogner sur les leurs, jusqu'à ce que mort s'ensuive parfois, dans l'indifférence des services sociaux !***), il devient de plus en plus difficile d'élever sainement ses enfants, dans un climat général où le credo du chœur des crétins bisounours est le rappel permanent de « leurs droits », quand au contraire il est fortement déconseillé de parler de leurs devoirs, au risque de traumatiser les petits chéris... qui bien vite se transforment en enfants rois, et parfois même en véritables tyrans.



Merci mai 68 !

Et que s'est-il passé à Saint-Victor-sur-Rhins ?

Trois fois rien : un enfant de C.P. a tenté de quitter la classe en plein cours, et en voulant l'intercepter, son enseignante a trébuché, percuté un porte-manteau, et s'est

ouvert le front sur dix centimètres, nécessitant la pose de vingt-cinq points de suture.

Incident bénin direz-vous, ne nécessitant pas de fermer une école pour autant... sauf que cette fois ci, après deux longues années de perturbations journalières de la part de cet élève et un autre à peine plus âgé, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, obligeant le maire de la commune à prendre une mesure drastique, dans le but d' **attirer l'attention des services de l'Education Nationale, restés muets jusqu'à présent.**

J'en vois déjà qui sont fin-prêts pour « amalgamer » avec d'autres sortes de trublions (*scolaires ou autres*), et déjà dans les starting-blocks pour « stigmatiser » en la « diffamant, une « innocente communauté victime du racisme des Céfrancs » dès que quelque chose va mal chez nous... Comme par exemple des attentats, égorgements, viols... commis par de simples garnements... selon certains de nos plus ignobles collabo-dirigeants !

Ce serait une erreur, parce que pour une fois, il s'agirait de tout autre chose.

En fait, les deux jeunes écoliers perturbateurs seraient tout simplement selon **Delphine Tournus, adjointe à la vie scolaire**, des enfants « *en situation de mal-être à l'école* » et dans l'impossibilité de « *suivre un cursus normal* » malgré les Assistantes de Vie Scolaire (AVS) qui leur sont attribué, lesquelles, recrutées parmi les « fins de droits » ne présenteraient aucunement les qualités requises pour un tel poste à haute responsabilité.

En plus de se montrer violents avec les autres enfants, ils multiplient les insultes, coups, blessures et crachats à l'encontre du personnel de l'établissement, et **sont devenus parfaitement ingérables.**

On comprend mieux la décision de **Daniel Bezin**, maire du

village, de fermer les portes de l'école, souhaitant ainsi mettre les services de l'Education Nationale face à leurs responsabilités, en prenant enfin des mesures concrètes au sujet des deux enfants

« *Nous attendons des réponses de l'inspection académique lors du conseil d'école extraordinaire programmé mardi soir* », à déclaré lundi Delphine Tournus à l'AFP, précisant avoir retrouvé « **six enseignantes et trois AVS en pleurs** » à la suite de l'incident.

Ce qui ne semble pas gagné d'avance si l'on en croit le commentaire du directeur académique Jean-Pierre Batailler, à la presse, indiquant « **qu'un enfant ne justifie pas la fermeture d'une école** » !

Mais lorsque l'on connaît les aveuglantes préférences, du pire président dévolu à la France, envers tout ce qui est étranger, et sa parfaite indifférence aux souffrances des français lambda, cela ne nous étonnera point.

Surtout au moment où Macron peaufine sa politique de soutien aux banlieues, déjà super-assistées, mais qui présente une nouvelle fois l'unique solution déjà proposée maintes fois par ses prédécesseurs : injecter encore et encore du fric émanant de « ceux qui ne sont rien » à ses yeux, les contribuables français !

Il n'y a qu'à voir la composition du Conseil Présidentiel des Villes pour s'en convaincre, et déplorer avec **Gérard Brazon** que :

La « pauvreté » des banlieues est jugée plus importante que celle de la Creuse et de régions rurales qui souffrent de manque de moyens.

<https://ripostelaique.com/conseil-presidentielle-des-villes-la-part-belle-aux-chances-pour-la-france.html>

Josiane Filio, au nom de la Liberté d'expression

Sources :

<https://www.ledauphine.com/france-monde/2018/05/22/deux-enfants-de-6-et-7-ans-perturbent-leur-ecole-le-maire-decider-de-la-fermer>

<http://www.leprogres.fr/loire-42-edition-roanne-roannais/2018/05/21/le-maire-de-saint-victor-sur-rhins-ferme-l-ecole-suite-a-un-incident-avec-un-eleve>

<http://stvictorsurrhins.fr/>